

REPUBLIQUE FRANCAISE

Paris, le 15/06/2015

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE PARIS**

7 rue de Jouy

75181 Paris cedex 04

Téléphone : 01.44.59.44.00

Télécopie : 01.44.59.46.46

Greffé ouvert du lundi au vendredi de
9h30 à 16h30

E15000006 / 75

Monsieur François BERTRAND
74 boulevard Vincent Auriol
75013 PARIS

Dossier n° : E15000006 / 75

(à rappeler dans toutes correspondances)

Psdt CE

COMMUNICATION DECISION DESIGNATION CE + PROVISION

Objet : Enquête publique préalable au permis d'aménager concernant l'opération de restructuration des ateliers RATP sur le site Vaugirard au 222-224 rue de la Croix Nivert dans le 15^{ème} arrondissement de Paris.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, une copie de la décision par laquelle le vice-président du tribunal vous a désigné en qualité de président de la commission d'enquête.

Par ailleurs, je vous rappelle qu'en application des dispositions de l'article R. 123-19 dudit code, le commissaire enquêteur transmet simultanément à l'autorité organisatrice et au Tribunal administratif une copie de son rapport et de ses conclusions motivées, dans les délais légalement définis par l'article L. 123-15.

Enfin, afin de permettre le règlement futur de vos indemnités, vous voudrez bien adresser au tribunal, à l'issue de l'enquête publique, votre état de frais dûment complété accompagné des justificatifs ainsi que l'original d'un RIB ou RIP.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Greffier en Chef,
ou par délégation,


Emelie Martin

REPUBLIQUE FRANCAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

12/06/2015

N° E15000006 /75

LE VICE-PRESIDENT
DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF



Décision désignation et provision

Vu enregistrée le 29/05/15, la lettre par laquelle Monsieur le Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris, demande la désignation d'une commission d'enquête en vue de procéder à une enquête publique préalable au permis d'aménager concernant l'opération de restructuration des ateliers RATP sur le site Vaugirard au 222-224 rue de la Croix Nivert dans le 15ème arrondissement de Paris ;

Vu les articles R.123-5 et R.123-8 du code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation, et notamment son article L. 11-1 ;

Vu la décision, en date du 8 juin 2015, par laquelle le président du tribunal administratif de Paris a donné délégation permanente à Monsieur Jacques ROUVIERE, vice-président du tribunal administratif de Paris, à l'effet de signer les décisions de désignation de commissaires enquêteurs, ainsi que les décisions relatives à leur indemnisation ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est constitué pour le projet susvisé une commission d'enquête composée ainsi qu'il suit :

Président :

Monsieur François BERTRAND, ingénieur de l'Ecole Centrale de Paris (E.R.), demeurant 74 boulevard Vincent Auriol, PARIS (75013)

Membres titulaires :

Monsieur Claude BURLAUD, directeur de l'urbanisme de la ville de Garges-lès-Gonesse (E.R.), demeurant 11 rue du soleil, PARIS (75020)

Monsieur Etienne FOUGERON, Responsable d'entreprises dans immobilier, demeurant 174, rue de l'Université PARIS (75007)

En cas d'empêchement de Monsieur François BERTRAND, la présidence de la commission sera assurée par M. Claude BURLAUD, membre titulaire de la commission.

Membre suppléant :

Monsieur François WELLHOFF, Ingénieur économique (E. R.), demeurant
47 rue de l'Eglise, PARIS (75015)

En cas d'empêchement de l'un des membres titulaires, celui-ci sera remplacé
par le membre suppléant.

ARTICLE 2 : M. le directeur de la Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP) versera
dans un délai de 30 jours, à la Caisse des dépôts et consignations - Direction du
bancaire réglementé, gestion du fonds d'indemnisation des commissaires
enquêteurs, 15, quai Anatole France 75700 Paris 07 SP - compte n° 40031
00001 0000279168 T 64 une provision d'un montant de 2 000 euros.

ARTICLE 3 : Pour les besoins de l'enquête publique, les membres de la commission
d'enquête sont autorisés à utiliser leur véhicule, sous réserve de satisfaire aux
conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 4 : La présente décision sera notifiée à Monsieur le Préfet de la région Ile-de-
France, Préfet de Paris, aux membres de la commission d'enquête, à Monsieur
le directeur de la RATP et à la Caisse des dépôts et consignations.

Fait à Paris, le 12/06/2015

Le Vice-président

Jacques ROUVIÈRE



Conformément à l'article R. 123-25 du code de l'environnement, cette décision est
exécutoire dès son prononcé, et peut être recourée contre les personnes privées ou publiques
par les voies du droit commun.

Code de l'environnement - Livre I – Titre II – Chapitre III – Section II.

Art. L. 123-4 : “ L'enquête est conduite, selon la nature et l'importance des opérations, par un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête choisi par le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué à cette fin.[...] ”.

Art. L. 123-5 : “ Ne peuvent être désignées comme commissaire enquêteur ou comme membres de la commission d'enquête les personnes intéressées au projet à titre personnel ou en raison de leurs fonctions, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le contrôle de l'opération soumise à enquête.

Les dispositions de premier alinéa peuvent être étendues, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, à des personnes qui ont occupé ces fonctions. ”.

Art. L. 123-9 : “ La durée de l'enquête ne peut être inférieure à trente jours. Par décision motivée, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de trente jours [...] ”.

Art. L. 123-13 : “ Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête conduit l'enquête de manière à permettre au public de disposer d'une information complète sur le projet, plan ou programme, et de participer effectivement au processus de décision en lui permettant de présenter ses observations et propositions. [...] ”

Pendant l'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête reçoit le maître d'ouvrage de l'opération soumise à l'enquête publique à la demande de ce dernier. Il peut en outre : recevoir toute information et, s'il estime que des documents sont utiles à la bonne information du public, demander au maître d'ouvrage de communiquer ces documents au public ; visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après en avoir informé au préalable les propriétaires et les occupants ; entendre toutes les personnes concernées par le projet, plan ou programme qui en font la demande et convoquer toutes les personnes dont il juge l'audition utile ; organiser, sous sa présidence, toute réunion d'information et d'échange avec le public en présence du maître d'ouvrage. [...] ”

Art. L. 123-15 : “ Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête rend son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête. Si ce délai ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé à la demande du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête par l'autorité compétente pour organiser l'enquête, après avis du responsable du projet.

Le rapport doit faire état des contre-propositions qui ont été produites durant l'enquête ainsi que des réponses éventuelles du maître d'ouvrage.

Le rapport et les conclusions motivées sont rendus publics.

Si, à l'expiration du délai prévu au premier alinéa, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni justifié d'un motif pour le dépassement du délai, l'autorité compétente pour organiser l'enquête peut, avec l'accord du maître d'ouvrage et après une mise en demeure du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête restée infructueuse, demander au président du tribunal administratif ou au conseiller qu'il délègue de dessaisir le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête et de lui substituer son suppléant, un nouveau commissaire enquêteur ou une nouvelle commission d'enquête ; celui-ci doit, à partir des résultats de l'enquête, remettre le rapport et les conclusions motivées dans un maximum de trente jours à partir de sa nomination. [...] ”

Art. L. 123-18 : “ Le responsable du projet, plan ou programme prend en charge les frais de l'enquête, notamment l'indemnisation du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête.

Dès la nomination du ou des commissaires enquêteurs, le responsable du projet verse une provision, dont le montant et le délai de versement sont fixés par le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué à cet effet. ”